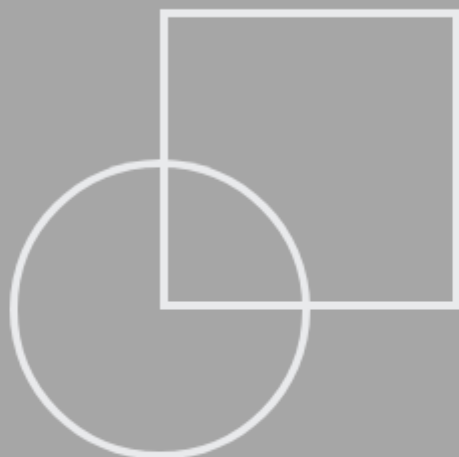


Fiche-Pays : Sénégal



LA LIGNE FINE

Institut



Autrice : Margo LUYSEN
Date de publication : 4 février 2026

Données générales

Capitale	Dakar	Chef de l'État	Bassirou Diomaye FAYE, depuis mars 2024
Superficie	196 712 km²	Nature du régime	République
Population (2024)	18 501 984 habitants, croissance 2.3 %/an	Monnaie	Franc CFA BEAC (XOF)
Langue officielle	Français (officiel), langues nationales très utilisées : wolof (43%), pulaar (24%), sérère	PIB (Mds US\$ courants) (2024)	32,27 en 2024 avec une croissance de 6,9, PIB par habitants 1 744
Religions	Islam (94 %), Christianisme (4 %), Animisme (0,5 %)	Indice de développement humain (2022)	169 ^e rang

Source : Banque mondiale (2024)

Situation politique et sécuritaire

Le Sénégal traverse une phase de fragilisation politique et sécuritaire inédite depuis l’alternance de mars 2024. Si la stabilité institutionnelle reste assurée en apparence malgré une forme de paralysie décisionnelle. Les forces politiques en opposition se traduisent par une verticalité accrue du commandement et une attente de directives politiques dans les cercles militaires, notamment du Séminaire intergouvernemental (SIG) franco-sénégalais, dont la tenue demeure incertaine au vu notamment de l’instabilité politique française. Sur le plan bilatéral, la relation avec la France s’érode.

Après la remise en cause des accords de défense et le retrait programmé des éléments français au Sénégal (EFS) en juillet dernier, c’est désormais la coopération au sens large qui semble fragilisée, sous l’effet d’un désintérêt du partenaire et d’une volonté affirmée de diversification. Les autorités sénégalaises, bien que réaffirmant leur attachement à la France, adoptent une posture attentiste, marquée par une volonté de rééquilibrer les partenariats extérieurs et d’affirmer leur souveraineté nationale.

La situation sécuritaire intérieure se détériore. A Dakar, la montée des agressions, cambriolages et actes de corruption dépasse désormais le simple sentiment d’insécurité. Les autorités peinent à endiguer ce phénomène, dans un contexte de ralentissement économique, de hausse du chômage et de baisse des aides internationales. La xénophobie latente à l’encontre des ressortissants étrangers (Maliens, Guinéens, Nigériens) illustre une tension sociale croissante. L’action d’une police insuffisamment rémunérée et perçue comme prédatrice aggrave encore la défiance de la population.

Sur le plan régional, la menace djihadiste à l’Est demeure contenue mais réelle. Les groupes affiliés au JNIM cherchent à étendre l’influence vers la frontière sénégal-malienne, profitant du vide sécuritaire dans le sud du Mali et du repli des forces internationales. Le Sénégal renforce sa posture dans la région de Kédougou et Tambacounda, mais la porosité frontalière et les flux migratoires accrus accroissent la vulnérabilité du pays.

Enfin, la relation bilatérale franco-sénégalaise traverse une période de méfiance réciproque, où chaque séquence publique doit être envisagée avec prudence et discrétion, afin d’éviter toute surexposition symbolique.

Contexte économique	Croissance	Inflation	Secteurs stratégiques
---------------------	------------	-----------	-----------------------

	6,1 (2024), portée notamment par les hydrocarbures	Forte baisse (5,9% en 2023 à 0,8% en 2024)	Agriculture, pêche, tourisme, hydrocarbures, télécommunications et infrastructures
Enjeux et défis	Dette publique	Secteur informel	Diversification économique
	Forte augmentation et pose un risque important : 119% en 2024	Reste dominant dans l'emploi : environ 90% de la population active	Besoins nécessaires de création d'emploi formels, de renforcement de la transparence et de la gouvernance

Indicateurs économiques

Source S&P et Moody's (2024)

Note crédit souverain (S&P)	B- avec perspectives négatives	Devise locale à long terme (Moody's)	Caa1	Déficit budgétaire	-11,7% du PIB
-----------------------------	--------------------------------	--------------------------------------	------	--------------------	---------------

Situation économique et sociale

Un audit de la Cour des comptes, confirmé par le FMI a révélé qu'entre 2019 et 2023, une dette publique cachée d'environ 7 Md \$ a été accumulée. Cet audit a conduit à une révision du ratio dette/PIB : elle est passée de 74% à plus de 118% actuellement. La notation du pays a également été révisée à la baisse : **B3** à **Caa1** en oct. 2025. En conséquence, le programme du FMI de 1,8 Md \$ a été suspendu, les décaissements mis en attente tant que les écarts de comptabilité ne seraient pas résorbés. Le recours accru à l'endettement, à des taux défavorables et l'absence d'accès aux financements concessionnels classiques pèsent sur la trajectoire de la croissance.

Un fort ralentissement hors hydrocarbures est constaté : seulement 2,7% (ANSD) en 2024. Néanmoins, grâce au démarrage la production de pétrole, l'économie a fait preuve de résilience, affichant une croissance du **PIB de 6,7%** (FMI), après 4,3% en 2023 et 4% en 2020. Une dynamique similaire est attendue en 2025, avec un pic de croissance de 8,4% porté par l'exploitation du pétrole de Sangomar et du gaz de GTA.

Des réformes structurelles sont en cours : réduction des exonérations fiscales, suppression progressive de subventions énergétiques non ciblées, renforcement du contrôle de la dépense publique. Les effets de cette situation ont déjà des retombées visibles sur le plan social. La réduction des marges budgétaires implique un resserrement des finances publiques, ce qui risque de peser sur les services essentiels, les investissements sociaux et les transferts publics, provoquant une montée de l'insatisfaction. L'augmentation de la dette et son coût de service plus élevé réduisent la capacité de l'Etat à générer de nouveaux emplois publics ou à soutenir fortement le **secteur informel**, ce qui amplifie le chômage des jeunes et l'emploi précaire.

Les mesures d'austérité annoncées peuvent accroître le coût de la vie, en particulier pour les couches les plus vulnérables. Le **recours aux marchés régionaux** à taux élevés augmente le service de la dette, ce qui détourne des ressources qui auraient pu être orientées vers l'éducation, la santé ou l'inclusion sociale. A terme, « l'héritage dettes » crée un sentiment de défiance : la confiance dans les institutions publiques, dans le discours sur la relance économique peut s'éroder, ouvrant la voie à des tensions sociales latentes voire actives.

Le pays est très dynamique en matière de jeunesse : forte croissance démographique, population jeune, ce qui peut être un atout pour le marché du travail et l'innovation à condition de structurer l'emploi. Le rôle de la diaspora est important, les autorités cherchent à mobiliser

les Sénégalais de l'étranger pour financer des projets nationaux et alléger la pression publique (cf. *diaspora bonds*). Le déséquilibre entre croissance et qualité de l'emploi, bien que la croissance soit forte, le défi est la création d'emplois formels, la montée en valeur ajoutée et la transformation et des institutions de contrôle. Un nouvel accord financier du FMI constituerait une source d'espoir pour que le gouvernement puisse se relever.

Le Sénégal aborde une période charnière. La réussite du nouveau régime dépendra de sa capacité à restaurer la confiance des bailleurs et à rétablir la crédibilité budgétaire sans étouffer la demande intérieure. La relance économique pourrait s'appuyer sur les revenus énergétiques attendus dès 2025-2026 (gaz et pétrole), mais leur gouvernance sera déterminante pour éviter un effet de rente ou des tensions sociales supplémentaires. Dans un contexte régional instable, Dakar cherchera à rééquilibrer ses partenariats extérieurs : la relation avec la France, bien que fragilisée, pourrait évoluer vers une coopération plus pragmatique, tandis que le pays diversifie ses alliances vers la Turquie, la Chine et les Etats du Golfe.

A moyen terme, l'enjeu central sera de concilier redressement économique, souveraineté politique et cohésion sociale, pour préserver la relative stabilité qui distingue encore le Sénégal en Afrique de l'Ouest.

